

## **INTERVENTION DE RÉGIS DEBRAY LORS DE LA JOURNÉE D'ÉTUDES « LA FRATERNITÉ EN DÉBAT »**

**AVEC SÉGOLÈNE ROYAL, CHRISTIANE TAUBIRA, SALIM ABDELMADJID, DOMINIQUE BERTINOTTI, CHARLES CONTE, ROBERT DAMIEN, JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD, ANOUSHEH KARVAR, DANIEL LE SCORNET, PIERRE MANENT, JEAN-PIERRE MIGNARD ET JEAN-CLAUDE PETIT**

Nous n'avons pas ici les mêmes affiliations, tropismes ou sympathies. Dois-je ajouter que nous ne sommes plus d'âge ni d'humeur à nous rallier à un panache blanc, vert ou rose ? Que cela ne nous empêche pas, bien au contraire, de tenter un *liyannaj*. C'est le mot en créole pour *faire lien*, l'équivalent modeste, mais opérationnel de notre fraternité à majuscule. Je tiens l'expression d'un groupe d'artistes guadeloupéens qui donnait, il y a peu, gratuitement, à la maison des métallos, une soirée littéraire et musicale, je les cite, en « *reliance et réciprocité* ». En souvenir d'Aimé Césaire, mort le 17 avril 2008, et du décret du 27 avril 1848, abolissant l'esclavage dans les colonies françaises. On est dans les temps. Avril est un bon mois pour renouer les fils et nous rappeler que nous sommes aussi fils et filles des quarante-huitards. C'est 1848 qui inventa la première fête de la Fraternité, rendit le mot constitutionnel, abolit la peine de mort et proclama le suffrage... semi-universel.

1792, 1848, 1871, 1936, 1944, 1968. « Quand la nuit essaye de revenir, il faut allumer les grandes dates comme on allume les flambeaux », disait Victor Hugo. Cette profondeur de temps, je la rappelle juste d'un mot, d'entrée de jeu, parce qu'elle n'a rien de trépidant ni très mode. Quand il s'agit de couper une population de sa culture pour la mettre sous anesthésie, on ne se contente pas de maltraiter sa langue. Il faut aussi la couper de son histoire, en lui refilant la frénésie du court terme, avec pour ultime horizon le 20 heures de TF1.

Allons au fait. À quoi bon sortir du placard la mal-aimée de la modernité néo-libérale ? Elle est traitée avec condescendance par tout ce

qui compte sur la place. Du fumeux, nous dit-on, du gnanngnan, du supplément d'âme. Peu de chose à côté de la libre circulation des biens et des personnes et de l'égalité formelle de tous devant la loi. La fraternité ? Un moralisme pour dames patronnesses (et pour ceux qui parlent de « moraliser le capitalisme », vaste programme), qui ne coûte rien et n'engage à rien. De l'humanitaire, du caritatif, de la digression compassionnelle. Une farandole, ai-je lu quelque part, avec étonnement, moi qui pensais plutôt à danser la Carmagnole (j'ai peut-être mauvais esprit).

Normal, ce relent goguenard de ringardise. Quand on a célébré, pendant trente ans, gauche et droite confondues, la *success story*, le *yuppie*, la compétitivité, la performance, quand le fin du fin est d'enfoncer le voisin pour se pousser du col, quand il est acquis qu'on a raté sa vie si, à cinquante ans, on n'a pas une Rolex au poignet, la chose manque de sérieux, en effet. Les *rich and famous* s'en bassinent. Leur grand mot à eux, c'est « profitabilité ». Leur couverture de magazine préférée : « Comment payer moins d'impôts ? »

Heureusement, l'ironie de l'histoire a plus d'un tour dans son sac. Et ce qu'on aurait pu, en 1910, qualifier de pré-libéral, de pré-industriel et de pré-scientifique se retrouve en 2010 post-industriel et post-libéral, de nature à reboussoler une démocratie consumériste à bout de souffle, qui perd la tête et ses marques.

La fraternité ne se décrète pas, et n'est pas comme telle, de l'ordre de la loi. Elle ne se calcule pas, et n'est pas, comme telle, de l'ordre du quantifiable. Ce sont sans doute des handicaps, à un moment où l'on croit pouvoir construire un sentiment d'appartenance européenne sur l'addition du juridique et de l'économique, point final. Le résultat ne fait pas un *nous*, ni une communauté, à moins qu'on ne pense comme Mme Thatcher qu'« il n'y a pas de société, il n'y a que des individus ». Ce n'est pas vraiment le moment de passer par pertes et profits le petit ressort qui retourne une humiliation en fierté, une débâcle en ressourcement et une déprime en sursaut. Ce n'est pas ce qu'ont fait, en tout cas, les ouvriers français de Continental en allant à Hanovre faire cause commune avec les ouvriers

allemands. Ils ont transgressé une frontière. Il y a toujours une transgression dans un acte fraternel.

Il faut savoir compter la peine des hommes et évaluer le prix des choses. Le contraire serait aussi méprisant qu'irresponsable. Mais défaire le lien pour faire du chiffre, sacrifier la sociabilité à la rentabilité, et transformer le critère quantitatif en juge suprême conduit à de plus grands désastres encore. Un chercheur est aujourd'hui évalué, c'est le *h-index*, au nombre d'articles qu'il a publié dans les revues anglo-saxonnes, les seules habilitées ; un préfet, au nombre d'expulsions qu'il fait dans le mois ; un agent de police, au nombre de contredanses qu'il a collé chaque jour ; la valeur d'une émission, à son audimat ; la qualité d'un film au nombre d'entrées et d'un livre à son chiffre de vente. Et bientôt, nos enfants auront une valeur faciale indexée sur le nombre d'amis indiqué par *FaceBook*. Il est jugé rationnel de ruiner le personnel et l'avenir d'une entreprise pour faire monter l'action en Bourse. On financiarise les stocks – à quand le stock humain ? Il est bon de pouvoir apprécier objectivement les discriminations raciales, mais le comptage ethnique est-il la panacée ? Jusqu'où peut-on prendre un moyen pour une fin en soi ? L'arithmétique devient folle quand elle tient lieu de politique. Le chiffre n'est plus un mot de passe, il devient un mot d'ordre. Comme si nous n'avions quitté « le pape, combien de divisions » que pour un « cette action, combien de dividendes » ? De quoi alors *fraternité* est-il le pseudonyme, en 2009, en France ? D'abord d'une certaine impatience face aux diktats du quota, de la cote, de la part (de marché), du score, du taux, de l'indice, du sondage, du péage, du rendement et de la tarification à l'acte, toutes choses qui deviennent le critère ultime du Bien, du Beau et du Vrai. Ce n'est pas une politique de civilisation, celle qui entend partout faire du rentable avec de l'inappréciable. Et que tout devienne Entreprise : l'École, l'Hôpital, le Patrimoine, la Recherche, la Poste, etc...

Mais au-delà de ce malaise suscité par un monde où il s'en faut de peu que l'économie des existences ne se dégrade en une économie de subsistances, pourquoi enlever son bâillon à la fraternité ? Eh bien, pour dire non au cloisonnement des souffrances, au saucissonnage des protestations, à la société comme système de niches. Non à la stratégie du

salami, que peuvent favoriser « la cécité catégorielle » ou les réflexes corporatistes. Certes, les métiers ont une éthique propre qu'ils se doivent de défendre, mais ni le repli identitaire ni l'égoïsme du groupe professionnel ne peuvent nous sortir de la mouise, pas plus que les ségrégations territoriales, qui isolent, par exemple le Paris intra-muros de l'au-delà du périph', la petite de la grande couronne. Le zonage généralisé des espaces et des espoirs est une boîte à chagrin, une fabrique de détresses. Le marché segmente, met en case, disloque tout ce que l'histoire d'une nation a pu croiser, mêler et féconder. Il met en concurrence les régions, les régimes sociaux, les universités, les tranches d'âge, les mémoires, les projets. On commence, pour réduire les coûts, par décomposer tout rapport humain en une séquence d'actes tarifés et on finit par vendre les services publics à la découpe, pendant que d'autres crétinisent les masses en vendant du temps de cerveau disponible à Coca-Cola.

Je ne sais si les derniers seront un jour les premiers, comme le promet l'Évangile, mais on peut se demander si la petite dernière des valeurs républicaines – dernière en prestige et en chronologie –, ne mériterait pas de remonter à la première place tant il devient nécessaire de recoudre, interfacer, reconnecter. Faire d'un semis de luttes tribalisées ou de dissidences ghettoisées un seul archipel. Fabriquer de l'hybride ou du transversal, insuffler du *nous* dans le *on*, contrer le mitage par le maillage. Ne pas se résigner au « chacun défend son bifteck, et les vaches seront bien gardées », parce qu'alors, les peaux de vache auront gagné, et nous aurons tous perdu. Mettre en réseau, l'infomonde numérique aidant, des isolats peu ou prou désespérés. Cartographier des passerelles entre Sonocotra et Pointe-à-Pitre, entre Compiègne et Hanovre, entre l'Afrique et l'Europe, entre les facs et les hôpitaux. Déjouer les petits apartheids gestionnaires. Bref, *repolitiser le sociétal*. Au sens civique, non partisan du verbe. Voilà un ordre du jour où personne ne sera de trop.

D'autres pays, peut-être plus bénis des dieux que nous le sommes, peuvent transformer un « tas » en « tout » sous des bannières bibliques. Mais chacun sait bien que dans le *yes, we can* d'Obama, le décisif est le *we*. Marianne n'a pas pour planche de salut le *One nation under God* qui est parvenu à faire de cinquante États plus ou moins désunis les États Unis

d'Amérique. Son emblème fédéral, à elle, est laïc et séculier, *Liberté, Égalité, Fraternité*. C'est sa façon tout humble, de se construire un « nous ». À hauteur d'homme, avec les moyens du bord. Elle n'a pas d'autre force agrégative. Cela exige encore plus de travail parce que ce n'est pas une Providence. Et c'est cette difficile mise en communauté de nos petites solitudes qu'il importe de remettre sur le métier, me semble-t-il, avec tous les outils du nouvel environnement technologique. On n'y parviendra pas sans rehausser la fraternité au niveau de ce qu'un récent manifeste, venu des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, appelait, d'un terme commun à la Princesse de Clèves et aux caissières de supermarché, les « produits de haute nécessité ».

Régis DEDRAY